

SITUATION DANS LA BANDE DE GHAZA

# L'hécatombe se poursuit

*L'armée israélienne ne s'est pas départie mardi de sa logique guerrière, en dépit des efforts diplomatiques, principalement européens, en faveur d'un cessez-le-feu. Hier, les troupes israéliennes, qui ont scindé la bande de Ghaza en deux, ont catapulté leurs charges explosives sur une école gérée par l'ONU où des Ghazaouis s'étaient réfugiés. Selon des sources médicales palestiniennes, 40 personnes ont trouvé la mort dans cette attaque.*

Sofiane Aït-Ifilis - Alger

(Le Soir) - Cette guerre commence à faire beaucoup trop de victimes, alors que le monde, par hypocrisie ou par calcul, explore sans enthousiasme les moyens de faire admettre un cessez-le-feu. Le Premier ministre israélien, Ehud Olmert, qui s'est entretenu au cours de la journée avec le président français, en tournée diplomatique dans la région

depuis lundi, a saisi le sens des vents favorables. Il a, en effet, rejeté toute trêve tant qu'il n'a pas l'assurance que le Hamas stoppe définitivement ses tirs de roquettes. Autrement compris, Olmert a, après son entrevue avec Sarkozy, l'engagement durable de l'Etat israélien dans cette guerre. Une guerre qui voit, de jour en jour, son lot de victimes grossir de manière effrayante.

Côté ghazaouis, des sources médicales palestiniennes font état de 635 personnes tuées, au onzième jour de l'engagement des attaques israéliennes, et 2 900 blessés. Devant l'entêtement israélien à mener jusqu'au bout la guerre, la diplomatie cale véritablement. La troïka européenne n'est pas parvenue à convaincre d'un cessez-le-feu.

Le président français, qui devait revoir hier mardi son homologue égyptien, peine, lui, également à faire entendre raison à Israël. Son offre de médiation a essuyé un nict catégorique de la part des Israéliens. Côté Hamas, il n'a pas récolté des couronnes de laurier. Pour le Hamas, qui a réagi hier aux

démarches entreprises par Sarkozy, le président français a agi «de façon irresponsable et impardonnable».

La paix, cependant, relève-t-elle de l'impossible dans cette partie du globe ? Les diplomates ne baissent pas les bras. Même si tous ont conscience que les voies du salut demeurent très étroites. C'est ce que reconnaît le Premier ministre français, François Fillon.

Ce dernier a en effet estimé hier qu'il existait une voie très étroite vers un cessez-le-feu. C'est cette voie que le président français tentait d'explorer en repartant pour l'Egypte pour en faire l'exposé à son pair dans l'UPM, Hosni Moubarak.

Cette infime possibilité de règlement du conflit est apparue à Sarkozy après son entretien durant la journée d'hier avec le président syrien.

«Le président Sarkozy s'est entretenu aujourd'hui à Damas avec le président Assad, et c'est à la suite de cet entretien qu'il a décidé de retourner voir le président égyptien à Charm el-Cheikh, parce qu'il y a une voie, même si c'est une voie très étroite, pour obtenir, grâce à la pression de l'ensemble des acteurs, un cessez-le-feu sur le terrain», a déclaré M. Fillon à l'Assemblée nationale à Paris. Mais en dehors de la difficulté de convaincre d'un cessez-le-feu, il subsiste le problème de l'acheminement des aides

humanitaires aux populations meurtries.

«Les aides humanitaires dans la bande de Ghaza sont difficiles», a admis en effet mardi à Amman la commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, depuis la Jordanie. Celle-ci admettait encore qu'il faudrait plusieurs jours pour pouvoir organiser non seulement l'acheminement des aides, mais aussi leur distribution dans un climat de guerre des plus délétères.

Rappelons que depuis l'entame des raids israéliens, suivis d'une offensive terrestre, les pertes humaines s'élèvent à 635 palestiniens et 2 900 autres blessés.

S. A. I.

## BÉJAÏA

# Plusieurs milliers d'étudiants investissent la rue en guise de solidarité avec le peuple palestinien

*Béjaïa a vécu hier au rythme d'une imposante marche, initiée par l'association estudiantine Rassemblement action jeunesse (RAJ) de l'Université Abderrahmane-Mira, pour dénoncer les violences israéliennes que subit la population palestinienne dans la bande de Ghaza.*

Quelque cinq mille étudiants ont pris part à cette manifestation de solidarité avec le peuple palestinien qui s'est ébranlée à 10 heures à partir du campus universitaire de Targa Ouzemour vers le quartier d'El-Qods situé non loin de la gare ferroviaire de Béjaïa. La procession humaine, qui a parcouru

les quartiers du stade et d'Aamriw, prendra plus d'ampleur à hauteur de la cité Dawadji, lorsque des centaines de jeunes lycéens de différents lycées de la ville des Hammadites se sont joints à la marche reprenant à tue-tête des slogans condamnant l'agression israélienne contre des civils

innocents dans la bande de Ghaza, en violation de toutes les conventions et légalité internationales.

Les manifestants ont aussi exprimé le soutien de la communauté estudiantine de Béjaïa au peuple palestinien dans sa lutte pour le recouvrement de son territoire et la création d'un état indépendant.

Les étudiants ont également lancé un appel à une intervention immédiate de la communauté internationale afin de faire

cesser les opérations militaires israéliennes et permettre l'envoi de secours aux populations palestiniennes soumises au blocus alimentaire. Par ailleurs, dans une déclaration rendue publique intitulée «halte au massacre des Palestiniens et pour le respect de leurs droits nationaux légitimes», le Parti socialiste des travailleurs a appelé la population béjaouie à une marche de soutien au peuple palestinien programmée pour aujourd'hui à 10 heures de

la Maison de la culture vers le siège de la wilaya de Béjaïa.

A travers cette manifestation, le PST entend exiger que cessent «l'impunité et l'arrogance des criminels de guerre israéliens et mettre en échec leurs soutiens impérialistes d'Europe et des USA, l'arrêt immédiat des massacres et destructions dans la bande de Ghaza, la levée du blocus alimentaire et la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens».

A. K.

# Le PT appelle à un rassemblement à la place des Martyrs

*Estimant que l'interdiction des marches de soutien au peuple palestinien est en contradiction avec la position officielle de l'Algérie, le Parti des travailleurs (PT) appelle les Algériens à un rassemblement aujourd'hui à 11 heures à la place des Martyrs.*

Louisa Hanoune considère, en effet, que les Algériens doivent avoir le droit de dire leur colère et leur soutien ailleurs que cloîtrés dans des salles. Un rassemblement «pacifique», dit-elle, qui permettra de mettre un terme à «la frustration».

Le rassemblement est-il autorisé ? Hanoune explique que sa formation politique avait déposé une demande d'autorisation pour laquelle elle n'avait reçu de réponse ni positive ni négative.

«L'interdiction des marches ne doit pas être une constante nationale. A situation exceptionnelle, traitement exceptionnel. Le peuple algérien ne peut rester en marge de l'humanité», dit-elle en lançant un appel aux forces de sécurité afin qu'elles œuvrent pour la réussite de ce rassemblement. Saluant la position de la diplomatie algérienne, la SG du PT estime, néanmoins, que l'agression israélienne impose d'autres mesures comme

le gel de l'accord d'association avec l'UE, le gel de la participation à l'UPM, la suspension de l'adhésion à la zone de libre-échange arabe et de sa participation à la Ligue arabe. Ne cachant pas sa colère face à la mollesse de la réaction des pays arabes, Hanoune n'a pas hésité à qualifier certains d'entre eux de traîtres, appelant l'Algérie à ne plus s'asseoir à la même table que ces derniers.

«L'Algérie ne doit pas accepter le nivellement par le bas. Elle ne peut pas faire des concessions à ces pays jusqu'à renier ses propres positions de principe», dit-elle avant d'ajouter que «la Ligue

arabe a montré à quel point elle pouvait être servile. Beaucoup de chefs d'Etat qui y siègent ont enterré à plusieurs reprises la question palestinienne». Hanoune ne décolère également pas contre l'ONU et l'UE qui usent et abusent de la politique de deux poids deux mesures et appelle à trouver de manière urgente d'autres formes de soutien au peuple palestinien. «Il ne suffit pas d'envoyer des vivres. Nous ne sommes pas face à une catastrophe naturelle. C'est une guerre non conventionnelle. Les Palestiniens ont besoin d'argent et d'armes pour résister», dit-elle.

N. I.

## ORAN

# 21 arrestations lors d'un rassemblement de solidarité avec Ghaza

Le rassemblement, en solidarité avec la population de Ghaza qui s'est tenu hier après-midi à la place du 1<sup>er</sup>-Novembre d'Oran, a été interdit par les forces de l'ordre qui ont procédé à 21 arrestations.

Ce rassemblement, initié par la coordination des syndicats autonomes avec lesquels s'étaient associés des intellectuels et autres représentants de la société civile, a été réprimé par les forces de l'ordre qui sont intervenues brutalement, malmenant même des femmes médecins et enseignantes.

Prétextant la non-autorisation de ce rassemblement, le déploiement sécuritaire n'a pas dissuadé la centaine de participants qui, face aux forces de police, ont à plusieurs reprises forcé le cordon pour improviser une marche.

Des slogans hostiles contre Israël dénonçant cette agression sauvage étaient scandés par tous les présents ainsi que des étudiants palestiniens qui ne retenaient plus leur émotion. Parmi les personnes arrêtées, figurent les syndicalistes du Cnes, du Cnapest, du Snapap ainsi que de nombreux jeunes.

Fayçal M.